



**Compte rendu de la réunion du Comité Syndical du Syndicat mixte
du Parc naturel régional des Grands Causses
du 06 avril 2018 - Compétence SCoT**

■ Président de séance	Christian FONT, Président Délégué du Parc
■ Présents	Claude ALIBERT - Daniel AURIOL - Alain ROUGET - Hubert GRANIER - Richard FIOL - Pierre PANTANELLA - Gérard PRETRE - Christophe SAINT-PIERRE - Jean-Jacques SELLAM
■ Pouvoir	Bernard ARNOULD donne pouvoir à Christian FONT

1 – Compte administratif 2017

Christian FONT présente dans le détail le compte administratif 2017.
Le compte administratif est approuvé à l'unanimité.

2 – Affectation des résultats 2017

Lecture du projet de délibération par Christian FONT.
Approbation à l'unanimité.

3 – Compte de gestion 2017

Christian FONT présente le compte de gestion qui en tout point est comparable au compte administratif.
Le compte de gestion est approuvé à l'unanimité.

4 – Budget 2018

Présentation du projet de budget 2018 qui s'inscrit en parfaite ligne du débat d'orientation budgétaire.
Vote à l'unanimité.

5 – Renouvellement de la délibération pour la prise en charge des frais réels pour les missions en région parisienne et dans les métropoles

La délibération est approuvée à l'unanimité.

6 – Proposition de périmètre ZAP

Christian FONT présente la démarche ZAP et donne lecture de la délibération.
Hubert GRANIER demande s'il existe une méthode de retour en arrière sur certaines parcelles après appellation de la ZAP.
Christian FONT indique que cela est toujours possible mais dans le cadre du parallélisme des formes, donc selon une procédure complexe.
Gérard PRETRE affiche sa satisfaction car cela constituait un objectif du SCoT.
Vote à l'unanimité.

7 – Lancement du PCAET

Lecture du projet de délibération par Christian FONT.
Approbation à l'unanimité.

8 – Avis sur la création d'un LIDL

Lecture de la délibération par Christian FONT.
Alain ROUGET demande pourquoi l'on examine un dossier inférieur à 1 000 m².
Christian FONT indique que cette CDAC a été sollicitée par la commune de Saint-Affrique comme la loi le lui autorise.
Avis négatif.
Vote à l'unanimité.